



LA HAUTE REPRÉSENTANTE DE  
L'UNION POUR LES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES ET LA  
POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Bruxelles, le 25.4.2016  
JOIN(2016) 9 final

**RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL**  
**RÉGION ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE MACAO: RAPPORT ANNUEL 2015**

**RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL**  
**REGION ADMINISTRATIVE SPECIALE DE MACAO: RAPPORT ANNUEL 2015**

## **Synthèse**

Depuis la rétrocession de Macao à la République populaire de Chine en 1999, l'Union européenne et ses États membres ont suivi de près l'évolution de la situation politique et économique dans la région administrative spéciale (RAS) de Macao, suivant le principe «un pays, deux systèmes». L'Union européenne souscrit à la politique de la Chine unique et soutient le principe «un pays, deux systèmes» et sa mise en œuvre.

Le présent rapport annuel sur l'évolution de la situation à Macao est publié afin de respecter l'engagement pris à l'égard du Parlement européen.

En 2015, le principe «un pays, deux systèmes» a continué de bien fonctionner, ce qui a été profitable à la RAS de Macao, à la Chine dans son ensemble et à la communauté internationale. Le nouveau gouvernement de Macao, dirigé par le chef de l'exécutif M. Chui, a exercé ses fonctions pour la première année complète en 2015. Sa prise de fonctions s'est effectuée en douceur et dans le respect de la loi fondamentale. Le chef de l'exécutif a annoncé que le gouvernement mettrait l'accent en particulier sur la communication avec la population de Macao.

Élu en 2014, il avait remporté l'élection sans affronter d'adversaire. Pour la troisième fois consécutive, un seul candidat s'était présenté à l'élection au poste de chef de l'exécutif. Même si la loi fondamentale de Macao et les autres actes législatifs ne prévoient pas la possibilité d'introduire le suffrage universel, l'Union européenne encourage les autorités macanaises à chercher des moyens d'accroître la participation des citoyens à l'élection du chef de l'exécutif, de manière à renforcer la légitimité du poste et à contribuer à la bonne gouvernance.

Le respect des droits fondamentaux et des libertés fondamentales des citoyens de Macao a été maintenu. Des progrès ont été accomplis en vue d'augmenter les salaires des travailleurs faiblement rémunérés et de lutter contre la violence domestique et la traite des êtres humains. Les médias de Macao ont continué à exprimer un large éventail de points de vue, même si la crainte d'une autocensure grandissante existe.

L'économie de marché de Macao a continué de fonctionner efficacement, mais la croissance économique a souffert d'une forte baisse des recettes provenant du jeu, dont la RAS est trop tributaire. L'une des grandes priorités consiste à améliorer les conditions de vie des citoyens ordinaires, qui sont confrontés à une hausse du coût de la vie et du coût du logement. La coopération économique de Macao avec la Chine continentale, en particulier la province de Guangdong, et son intégration économique dans celle-ci ont progressé rapidement, ce qui aide Macao à faire face au manque de terres et de ressources humaines. Le fonctionnement du gouvernement de Macao doit être modernisé et rendu plus efficient; à cet égard, des réformes administratives ont été annoncées.

Les relations entre l'UE et Macao sont restées florissantes, fondées sur un portefeuille de coopération croissant et de solides liens commerciaux. Malgré la contraction sévère de l'économie de Macao, les échanges commerciaux entre l'UE et Macao se sont fortement développés en 2015, grâce à une hausse des exportations de machines et d'équipements de transport. Les priorités pour 2016 sont la coopération en matière de diversification économique, la lutte contre la traite des êtres humains, les affaires juridiques, les questions réglementaires, et la recherche et l'innovation.

## **Évolution politique**

2015 a été la première année complète d'exercice pour le nouveau gouvernement de la RAS de Macao, qui a pris ses fonctions le 20 décembre 2014 au cours d'une cérémonie présidée par le président Xi Jinping et correspondant au 15<sup>e</sup> anniversaire de la RAS. Le nouveau gouvernement est une nouvelle fois dirigé par le chef de l'exécutif M. Chui; tous les autres membres du gouvernement ont été renouvelés. Pour la troisième fois consécutive, le chef de l'exécutif a été élu sans affronter d'adversaire, en tant que candidat unique à l'élection pour le poste. Même si la loi fondamentale et les autres actes législatifs de Macao ne prévoient pas la possibilité du suffrage universel, l'Union européenne encourage les autorités macanaises à chercher des moyens d'accroître la participation des citoyens à l'élection du chef de l'exécutif, de manière à renforcer la légitimité du poste et la gouvernance.

Lors du discours prononcé à l'occasion de la prise de fonctions du gouvernement de la RAS, le président Xi Jinping a fixé quatre priorités au nouveau gouvernement: améliorer la gouvernance fondée sur le droit à Macao, diversifier l'économie pour la rendre durable, résoudre les problèmes liés au niveau de vie de la population et réduire les disparités sociales, et éduquer les jeunes afin qu'ils comprennent le principe «un pays, deux systèmes».

Le gouvernement a intégré ces quatre priorités dans son programme de travail au cours de 2015. Le chef de l'exécutif a présenté son discours de politique générale en novembre. Dans le contexte d'une forte baisse du PIB résultant de la crise du secteur des jeux à Macao, le discours a mis nettement l'accent sur les questions liées aux moyens de subsistance, annonçant une hausse de diverses subventions, un relèvement du revenu minimum de subsistance, une révision du droit du travail et une augmentation du nombre de logements construits par les pouvoirs publics. Le développement des infrastructures s'est concentré sur les transports. Le discours de politique générale a mentionné la réforme administrative, mais n'a exposé que quelques mesures concrètes relatives au développement institutionnel et à l'appareil judiciaire, ainsi que des mesures de lutte contre la corruption.

Quelques mesures ont été prises pour améliorer l'aide sociale. En juillet, l'Assemblée législative a adopté une réglementation instaurant un salaire minimum pour le personnel local chargé du nettoyage et de la sécurité qui est engagé par des fournisseurs de services de gestion immobilière ou qui est employé dans des immeubles résidentiels. La loi, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016, fixe un salaire minimum de 30 MOP par heure, de 240 MOP par jour ou de

6 240 MOP par mois, qui doit être révisé sur une base annuelle. Le gouvernement s'est engagé à introduire progressivement un salaire minimum pour tous les secteurs de l'économie dans un délai de trois ans. En 2015, plus de 500 personnes ont été recrutées pour travailler dans des hôpitaux publics et fournir d'autres soins de santé, ce qui a permis d'étendre certains services et d'augmenter le temps de travail dans les hôpitaux publics.

**Égalité des chances, droits et libertés.** Dans le cadre du principe «un pays, deux systèmes» inscrit dans la loi fondamentale de Macao, les droits et les libertés fondamentales de la population de Macao sont toujours respectés et l'état de droit a été maintenu. Macao bénéficie d'un niveau élevé de libertés civiles et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le gouvernement est toutefois resté opposé à une proposition du Comité des Nations unies contre la torture (UN CAT) visant à instaurer un organe indépendant en matière de droits de l'homme, en considérant que cette recommandation n'était pas applicable à Macao du fait de son statut de Région administrative spéciale de la République populaire de Chine (RPC).

La diversité des **médias** a été maintenue, de même que leur capacité à exprimer différents points de vue sans restriction. Il existe cependant une autocensure grandissante, en particulier dans les médias de langue chinoise et les commentaires portant sur les questions chinoises. Les médias internationaux fonctionnent librement.

Les préoccupations sont constantes à propos de la **discrimination** fondée sur l'**orientation sexuelle** et l'identité de genre, notamment en matière d'emploi, d'éducation et de santé. Une mesure positive a été prise en janvier 2015, lorsque l'Assemblée législative a adopté une loi faisant de la violence domestique une infraction pénale. Cette loi ne couvre cependant pas les relations entre personnes du même sexe. Le Comité des Nations unies contre la torture a mis en cause cette décision et a exhorté le gouvernement à étendre la protection à la totalité des individus dans leurs relations intimes indépendamment de leur orientation sexuelle. Certains observateurs ont souligné que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies avait exhorté Macao à adopter une législation exhaustive en matière de lutte contre la discrimination envers les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres.

Des progrès ont été accomplis dans la promotion de l'**égalité entre les femmes et les hommes**. En mai 2015, le Bureau du travail et de l'emploi a présenté un projet de modification de la loi sur les relations professionnelles. Sa proposition visait à prolonger de 14 jours le congé payé de maternité et à instaurer un congé de paternité. Les propositions législatives correspondantes n'ont pas encore été adoptées. Une législation plus complète est nécessaire pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, par exemple dans le domaine du harcèlement sexuel.

Le gouvernement de Macao a intensifié ses efforts pour lutter contre la criminalité transfrontière, en particulier contre la **traite des êtres humains**. Le Comité des mesures dissuasives concernant la traite des êtres humains, organe interservices comprenant des représentants du gouvernement, des autorités répressives, du système judiciaire et du secteur social, a continué à lutter contre la traite des êtres humains et à mettre en œuvre des mesures

dans le domaine de la prévention et de la protection des victimes. Ses activités visaient notamment à former les juges, les magistrats, les avocats et autres professionnels. Le Comité des Nations unies contre la torture a toutefois fait part de ses préoccupations concernant le très faible nombre de poursuites et de condamnations pour trafic, en dépit du grand nombre de plaintes introduites. Il a exhorté Macao à faire progresser les enquêtes et poursuites relatives aux auteurs présumés d'infractions et à organiser des formations complémentaires à l'intention des fonctionnaires. Le gouvernement a fait part de sa volonté de remédier au problème et se félicite de la coopération avec des partenaires internationaux, notamment l'UE.

Macao n'a pas mis en application de manière effective les principes de liberté d'association et de négociation collective inscrits dans les conventions de l'Organisation internationale du travail. Des projets de loi d'intérêt privé sur les syndicats et les négociations collectives ont été rejetés à plusieurs reprises par l'Assemblée législative. Les salariés sont libres de participer aux activités syndicales et aux mouvements sociaux, mais ne sont pas protégés contre les mesures de représailles. L'article 70 de la loi sur les relations professionnelles permet à l'employeur de mettre fin de manière injustifiée à l'activité d'un salarié, moyennant le versement d'une faible compensation financière.

**Lutte contre la corruption.** Le 1<sup>er</sup> janvier, une nouvelle loi contre la corruption dans les échanges internationaux est entrée en vigueur, interdisant de proposer des pots-de-vin aux fonctionnaires en service à l'extérieur de la RAS. Cette mesure respecte les conditions établies par la convention des Nations unies contre la corruption.

En mars, le Comité de lutte contre la corruption des Nations unies (CCAC) a présenté son rapport annuel 2014. Il a mis en exergue une légère baisse du nombre de plaintes et une forte diminution du nombre de rapports judiciaires par comparaison avec 2013. Le Comité a déclaré qu'il examinerait les causes de cette baisse. Le rapport a également souligné l'importance de la participation des citoyens, puisque 96 % des enquêtes avaient été ouvertes à l'issue de plaintes individuelles. Les principales violations constatées portaient sur des délits commis par des fonctionnaires, notamment la falsification de documents, l'abus de pouvoir, la fraude et le détournement de fonds. Aucune plainte n'a été introduite concernant l'élection du chef de l'exécutif en 2014. En 2015, Macao a pris part à une enquête en cours relative à deux fonctionnaires des Nations unies accusés d'avoir accepté des pots-de-vin de la part d'un promoteur macanais.

## **Évolution de la situation économique**

Macao a plongé dans une récession profonde en 2015. Le PIB s'est contracté de 20,3 %<sup>1</sup> en termes réels en 2015, après une baisse de 0,9 % en 2014. Cette contraction était due au ralentissement spectaculaire du secteur des jeux à Macao, qui a connu son année la plus

---

<sup>1</sup> Sauf mention contraire, les indicateurs économiques relatifs à Macao proviennent du service des statistiques et du recensement du gouvernement de la RAS de Macao.

difficile depuis la libéralisation du régime des jeux en 2002. Les recettes ont chuté de 34,3 % et représenté 231 milliards de MOP en 2015, leur niveau le plus bas en cinq ans, car la répression de la corruption en Chine a fait fuir les gros joueurs et un ralentissement économique a porté préjudice à l'industrie de masse du jeu. En dépit de la crise qui a frappé les recettes, Macao possède toujours l'industrie du jeu la plus développée au monde. Cependant, la baisse des recettes a eu pour effet de ramener l'importance de Macao par rapport à son plus proche concurrent Las Vegas d'un facteur de 7 en 2014 à un facteur de 4,6 en 2015. Le tourisme n'a pas été florissant, car le nombre de visiteurs a baissé de 2,6 %, pour s'établir à 30,7 millions en 2015.

Par ailleurs, la consommation privée et les dépenses publiques ont augmenté respectivement de 2,4 % et de 4,2 % en termes réels en 2015, atténuant ainsi le ralentissement économique. Le taux de chômage est resté inférieur à 2 % tout au long de l'année. Le marché de l'emploi était donc encore relativement étroit, tandis que le nombre de travailleurs importés augmentait sensiblement, s'établissant à 181 646 à la fin 2015. La pression de l'inflation a baissé, passant de 6 % en 2014 à 4,6 % en 2015.

Le montant total des investissements a continué d'augmenter en raison de la construction de nouveaux complexes, hôtels et infrastructures liés à l'industrie du jeu. Trois des six hôtels-casinos en construction les plus vastes ont ouvert leurs portes en 2015. Afin d'encourager une diversification économique et de juguler une croissance excessive des jeux, le gouvernement s'est efforcé de limiter le nombre de nouvelles tables de jeu à 3 % par an jusqu'en 2023. L'attribution de nouvelles tables est donc devenue l'objet d'âpres négociations et/ou de médiations entre le gouvernement et les opérateurs. En 2015, le gouvernement de Macao a octroyé 350 licences pour de nouvelles tables de jeu.

Les six concessions de casino de Macao vont expirer entre 2020 et 2022. Le gouvernement a déclaré qu'il mènerait une consultation publique sur le processus de renouvellement des concessions, ainsi qu'une étude approfondie sur la voie à suivre pour l'industrie du jeu de Macao. Les opérateurs de jeux sont invités à proposer rapidement dans leurs complexes intégrés des installations pour d'autres activités, ce qui constituera l'un des facteurs clés au moment de déterminer l'attribution de nouvelles tables de jeu et le renouvellement éventuel de licences.

Étant donné que la taxe sur les jeux génère la majeure partie des recettes fiscales<sup>2</sup>, le déclin marqué de l'industrie du jeu a eu pour effet une chute équivalente des recettes fiscales en 2015. Au cours des dix premiers mois de 2015, le montant total des recettes fiscales a baissé de 29,7 % et s'est établi à 109,8 milliards de MOP. Dans ce contexte, le gouvernement de la RAS a lancé pour la première fois depuis des années des mesures d'austérité modérées visant à limiter les dépenses. Il a réaffirmé que les montants destinés aux moyens de subsistance, à l'aide sociale et aux projets d'investissements publics ne seraient pas modifiés. Le

---

<sup>2</sup> Selon les chiffres publiés par le Bureau des services financiers du gouvernement de la RAS de Macao, les impôts directs provenant des jeux ont représenté 82,5 % des recettes fiscales en 2014 et 77 % en 2015.

gouvernement de la RAS avait dépensé moins de la moitié des recettes fiscales au cours des cinq années précédentes (2010-2014), accumulant ainsi des réserves confortables d'un montant de 345 milliards de MOP<sup>3</sup> (à partir de la fin 2015) pour faire face aux fluctuations économiques. L'excédent fiscal de 2015 a toutefois été fortement réduit et n'a été que de 29,3 milliards de MOP, contre 90 milliards lors des deux exercices précédents. Dans son discours de politique générale pour 2016, le chef de l'exécutif M. Chui a prévenu que les recettes issues du jeu allaient encore chuter, mais a confirmé que cela ne nuirait pas aux moyens de subsistance. Il a déclaré en outre que diverses allocations versées aux résidents seraient augmentées et que la politique de distribution des liquidités en vigueur depuis 2008 se poursuivrait. En 2016, les résidents permanents recevront 9 000 MOP et les résidents non permanents recevront 5 400 MOP, des montants similaires à ceux de 2015.

Le discours de politique générale du chef de l'exécutif a également dressé une feuille de route destinée à renforcer l'économie. Les principales initiatives sont des mesures visant à promouvoir un développement sain du secteur des jeux: poursuivre le développement du concept de «Centre et plate-forme», créer un environnement favorable aux industries émergentes et soutenir les petites et moyennes entreprises locales, protéger les droits en matière d'emploi pour les résidents locaux, et renforcer la coopération régionale. La notion de «Centre et plate-forme» consiste à transformer Macao en centre international de tourisme et de loisir et en plate-forme de services de coopération commerciale entre la Chine et les pays lusophones.

Pour poursuivre les efforts de diversification de l'économie grâce à une coopération transfrontalière avec le continent, les gouvernements de Zhuhai et de Macao ont instauré la zone pilote de libre-échange de Hengqin (ZLE) en avril. En tout, 33 projets ont été sélectionnés pour Hengqin et 875 entreprises de Macao ont enregistré leurs opérations commerciales afin de faire des affaires dans la ZLE. De part et d'autre, une facilité d'accès à la ZLE a également été étudiée pour les véhicules immatriculés à Macao. Les autorités de Macao ont encouragé les PME et les jeunes entrepreneurs à coopérer avec le continent sur les projets Hengqin.

En décembre, le Conseil des affaires de l'État de la RPC a décrété que les eaux côtières de Macao couvrant une superficie de 85 km<sup>2</sup> (avec une partie du *Duck Channel* et la partie terrestre où se trouve le point de contrôle «*Barrier Gate*») relèveraient de la compétence de la RAS. En conséquence, les eaux côtières délimitées de Macao ont une surface trois fois supérieure à sa superficie terrestre. Macao n'avait jamais eu auparavant de compétence relative à ses eaux côtières. En outre, début 2016, Macao et les autorités chinoises concernées doivent signer trois accords visant à renforcer la coopération dans les domaines de la gestion des eaux, du trafic maritime et de l'utilisation de la mer. Les accords stipuleront que les propositions concernant l'assèchement de terres doivent être présentées au Conseil des affaires

---

<sup>3</sup> Source: Autorité monétaire de Macao.

de l'État et que les activités commerciales liées aux jeux ne seront pas autorisées sur ces nouvelles terres.

L'intégration de Macao dans la partie continentale se poursuit à un rythme soutenu dans le cadre de l'accord de libre-échange bilatéral instaurant un partenariat économique plus étroit (CEPA). En novembre, Macao et la Chine ont signé un accord sur les échanges en matière de services, en vertu duquel la Chine doit partiellement ou entièrement s'ouvrir aux services de Macao dans 153 secteurs à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016. La Chine s'est engagée à libéraliser complètement les échanges en matière de services avec Macao pour la fin 2015.

Macao reste vulnérable au blanchiment de capitaux, car son industrie de masse des jeux offre une vaste ouverture aux flux d'argent sale provenant du continent. Pour enrayer ce phénomène, Macao et la Chine ont signé en août un accord historique visant dans une large mesure à développer la coopération et à améliorer la mise en œuvre des propositions présentées par le groupe d'action financière. Le nouvel accord de coopération a pris la forme d'un protocole d'accord conclu entre l'Autorité monétaire de Macao (AMCM) et la Banque populaire de Chine. Certains observateurs ont reproché à cet accord de manquer de clarté et de précision et ont contesté la légitimité du transfert d'informations sensibles à caractère personnel par l'AMCM à la Banque centrale chinoise. Dans le même temps, la Cellule de renseignement financier de Macao (bureau gouvernemental chargé de lutter contre le blanchiment de capitaux) a signé des protocoles de coopération anti-blanchiment avec le *Financial Crimes Enforcement Network* américain, le département fédéral russe de surveillance financière et la *Financial Intelligence Unit* britannique. Macao avait signé précédemment des protocoles de coopération avec le Portugal, Hong Kong, la Corée du Sud, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, le Japon, la Malaisie, Singapour, les Fidji et l'Australie.

Macao a également répondu à l'appel mondial à la lutte contre l'évasion fiscale. En septembre 2014, le gouvernement de la RAS a annoncé que Macao adopterait la norme mondiale d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers mise au point par l'OCDE et approuvée par le G20. Les autorités ont précisé que Macao modifierait sa législation afin d'assurer en temps voulu une conformité avec la nouvelle norme, ce qui signifie que les institutions financières de Macao devront lancer les procédures de diligence raisonnable à l'égard des clients à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 afin de recueillir les informations à échanger à partir de l'année suivante. Contrairement à la Chine continentale, Macao n'a pas encore confirmé que la région était prête à s'engager dans le cadre de la Convention multilatérale globale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et n'est donc pas devenue partie à l'accord multilatéral entre autorités compétentes relatif à la norme commune de déclaration (CRS – MCAA), signé par tous les États membres de l'UE. Cette convention, soumise à une procédure plutôt simple d'activation bilatérale, fournit une base légale adéquate pour la mise en œuvre concrète et effective d'une coopération internationale relevant de la norme instaurée par l'OCDE pour l'échange automatique, entre tous ses partenaires, de renseignements relatifs aux comptes financiers, évitant ainsi de longues négociations bilatérales.

Dans le domaine de l'environnement, le gouvernement de la RAS a lancé en 2015 une étude de faisabilité pour un réseau de recyclage. Les autorités de la RAS estiment que la coopération régionale est essentielle pour créer un meilleur environnement. Macao dispose d'un espace limité pour mettre en place les installations du réseau de recyclage et risque de devoir faire appel au continent pour obtenir des ressources foncières.

En matière de **politique extérieure**, le gouvernement a continué à renforcer le rôle de Macao en tant que plate-forme de services pour la coopération commerciale et économique entre la Chine et les pays lusophones. Il a soutenu les opérations du Fonds de développement pour la coopération sino-portugaise et fait valoir le rôle de trait d'union de Macao pour ce qui est du commerce et des investissements entre la Chine et les pays lusophones.

### **Relations bilatérales entre l'UE et Macao**

En dépit de la contraction marquée de l'économie de Macao, les échanges commerciaux bilatéraux entre l'UE et Macao ont connu une forte hausse en 2015. Les échanges totaux de marchandises entre l'UE et Macao ont augmenté de 39,3 % et ont atteint 851 millions d'EUR. Grâce à la forte hausse des exportations de machines et d'équipements de transport, les exportations de l'UE vers Macao ont augmenté de 39,7 % et représenté 756 millions d'EUR. Parmi les principaux articles d'exportation figurent également les produits de luxe, les produits alimentaires et les boissons. Les importations de l'UE en provenance de Macao ont augmenté de 36,5 % et s'élevaient à 96 millions d'EUR en 2015. En conséquence, l'UE a enregistré un excédent commercial de 660 millions d'EUR avec Macao. L'UE est restée le deuxième fournisseur de Macao après la Chine, sa part atteignant 22 % des importations en 2015<sup>4</sup>.

Le ralentissement soutenu de l'économie de Macao en 2015 a eu une incidence sur les intérêts de l'UE en matière de commerce et d'investissement, ainsi que sur les bénéfices des entreprises conjointes européennes. L'UE et ses entreprises tiennent à collaborer avec le gouvernement de Macao dans ses efforts de diversification de son économie, d'amélioration de la durabilité de son développement économique et de promotion des échanges et des flux d'investissements bilatéraux.

Les relations bilatérales entre l'UE et Macao sont restées très positives. La 20<sup>e</sup> réunion de la commission mixte instituée en vertu de l'accord de commerce et de coopération UE-Macao s'est tenue à Bruxelles le 27 novembre 2015. Les deux parties ont passé en revue les évolutions récentes de leur partenariat, ont dressé un bilan des activités de coopération bilatérale en cours, et exploré de nouveaux axes de coopération. Les deux parties se félicitent de la poursuite de la coopération entre le Bureau d'administration publique et de service civil

---

<sup>4</sup> Source: service des statistiques et du recensement de Macao.

de la RAS de Macao et la Direction générale de l'interprétation de la Commission européenne concernant la formation d'interprètes qualifiés pour la RAS de Macao<sup>5</sup>.

Lors de la réunion de la commission mixte, les deux parties ont adopté le troisième programme de coopération entre la RAS de Macao et l'UE dans le domaine juridique. Ce programme vise à renforcer le système juridique de la RAS de Macao et à améliorer la formation de ses professionnels du droit<sup>6</sup>. Les deux parties ont convenu que la coopération juridique était un élément important des relations bilatérales Macao-UE.

Afin de promouvoir la participation des instituts de recherche et des chercheurs de la RAS de Macao au programme de grande ampleur de l'UE Horizon 2020, Macao a annoncé la mise en place d'un fonds correspondant, permettant de couvrir les frais de cette participation. Cette étape marquera le début d'une nouvelle phase dans la coopération Macao-UE en matière de recherche et d'innovation. Enfin, Macao et l'UE ont exprimé leur intention de poursuivre la coopération et l'échange de compétences dans la lutte contre la traite des êtres humains.

Le programme universitaire de l'Union européenne (EUAP), géré par un consortium que dirige l'université de Macao, a organisé de nombreuses activités, telles que l'accueil des orateurs invités, des séminaires, et des échanges entre chercheurs ou universités. Les principales activités de l'EUAP comprenaient notamment son premier «EU photography challenge» (une exposition de photos), la deuxième édition de son «EU short-film challenge» (un concours de courts métrages), le «cycle du film européen», ainsi qu'un programme radiophonique régulier sur l'Union européenne. Une troisième édition étendue du «Model European Union», une simulation très prisée de réunion du Conseil européen, a été organisée avec la participation de l'université de Saint-Joseph. Pour la journée de l'Europe, l'EUAP a mis en place une série de manifestations liées à la semaine de l'Europe et a préparé sa nouvelle brochure sur les relations UE-Macao.

La chambre du commerce européenne de Macao (MECC)<sup>7</sup> et la chambre du commerce européenne de Hong Kong ont coordonné la participation européenne au forum et à l'exposition de Macao sur la coopération internationale en matière d'environnement en mars, ainsi que la foire internationale du commerce et de l'investissement de Macao en octobre.

---

<sup>5</sup> Un document prévoyant une nouvelle phase du programme de formation de 5 ans à l'interprétation a été signé le 5 novembre 2015. Ce programme répond aux besoins mutuels de la RAS de Macao et de l'UE en interprètes qualifiés en chinois et en portugais.

<sup>6</sup> Les premier et deuxième programmes de coopération juridique ont été clôturés avec succès respectivement en 2007 et en 2013.

<sup>7</sup> La MECC est une chambre hybride dont les membres sont à la fois des entreprises individuelles ou des chambres de commerce nationales des États membres de l'UE, notamment à l'heure actuelle l'association des entreprises britanniques à Macao, l'association d'affaires France-Macao, l'association d'affaires Allemagne-Macao, la chambre de commerce irlandaise à Macao, la chambre de commerce roumaine à Macao et la chambre de commerce et d'industrie sino-portugaise.

En mars 2015, l'UE et ses États membres ont apporté leur soutien à la conférence qui s'est tenue à Macao sur la direction d'entreprises orientée vers la suppression de la traite des êtres humains et de l'esclavage moderne. La conférence a regroupé des représentants du gouvernement, l'industrie du jeu et la société civile. Elle visait à sensibiliser les entreprises et à explorer des pistes sur la manière dont ces dernières peuvent contribuer à la lutte contre la traite des êtres humains et l'esclavage moderne.

L'UE continuera à entretenir ses relations avec la RAS de Macao, à resserrer les liens économiques et commerciaux, à renforcer la coopération avec les entreprises et la société civile, et à promouvoir la mobilité et les échanges avec la population de Macao. Parmi les priorités figurent une coopération accrue destinée à diversifier l'économie de Macao, l'optimisation des avantages potentiels de l'accord de partenariat économique renforcé entre la Chine continentale et Macao (CEPA) pour les entreprises locales et européennes établies à Macao, la coopération en matière juridique et réglementaire, la recherche et l'innovation, ainsi qu'une coopération constante dans la lutte contre la traite des êtres humains.

-----